

Éditorial

Comme l'écrit encore le président national, Franck Collard, dans son dernier éditorial, « il n'est pas une semaine sans que l'actualité [...] ne requière l'éclairage de nos disciplines et ne mette donc en évidence la nécessité de leur bon enseignement¹ afin d'éclairer les esprits et de les détourner des fabricants d'émotions comme des diffuseurs de *fake news*. Pour comprendre, il faut savoir et connaître, pas seulement disposer sur son portable des informations en vrac que délivrent des sites parfois mal intentionnés. » Savoir et connaître pour comprendre ! Cela nous paraît évident, mais pourtant des menaces planent toujours et encore : comment l'organisation d'une pensée pourrait-elle être évaluée avec une épreuve de deux heures² au bac pour la majorité des lycéens ? Que dire du programme des lycées professionnels avec la réduction des horaires, à tel point que la présidente du CSP « a livré ses états d'âme devant le sacrifice³ des enseignements généraux (lettres-histoire-géographie)... (Franck Collard) » !

La réforme du lycée est une « usine à gaz » : en première, les élèves choisissent (quand c'est possible) 3 enseignements de spécialité (mais les triplettes ne seront pas toutes possibles... car quid du plancher qui permettra d'ouvrir une classe... !) De plus, les horaires ne rentrent pas dans la semaine... Et où les enseignements de spécialité seront-ils tous disponibles ? possibilité d'aller en suivre un dans un établissement voisin, mais dans le milieu rural ?

Quant aux choix qui se dessinent, ils vont modérer l'enthousiasme de ceux qui se réjouissaient pour nos disciplines (dans l'ordre pour un exemple de lycée dans notre académie : SES, Maths, Physique, SVT, ensuite HGGSP, juste devant philosophie !

Que penser aussi de la politique éducative de l'« École de la confiance » où l'esprit critique (si cher à nos disciplines) et la liberté pédagogique ne semblent pas être en odeur de sainteté ? Allons-nous devenir de simples rouages de transmission aux mains de managers/chefs d'établissements, voire sous le contrôle de parents (les

¹ une des missions fondamentales de l'APHG

² soit une heure pour l'histoire et une heure pour la géographie

³ 1 h 30 au lieu de 2 h pour chaque niveau.



LETTRE DE LA RÉGIONALE N°76

JUIN 2019

Sommaire :

- p. 2 Comptes rendus de la journée "histoire" du 10 avril : l'histoire environnementale**
Corinne Beck : *espaces forestiers (géohistoire)*
- p. 3** Thomas Le Roux : *ville & pollutions au XIXe s.*
- p. 4** Laurent Coumel : *question écologique en URSS*
- p. 5** Renaud Bécot : *mondes du travail et environnement (1944 - années 80)*
(par M.-J. Ferrand, G. Déclas, F. Bouard)
- p. 6 Compte rendu de conférence (CHRD Lyon)**
Jean Solchany : *les Jeunesses hitlériennes*
(par Micheline Cinquin)
- p. 7 Impressions sur le voyage en Grèce**
par Angèle Doix et Claude Pequinot
- p. 8** Matinée d'**hommage à Pierre Lévêque**
samedi 29 juin au Palais des États (Dijon)

incivilités, insultes sont de plus en plus nombreuses) ? Les « professeurs » ne sont « plus là pour transmettre des connaissances... » (F. Collard).

Défendre nos disciplines et leur enseignement est donc toujours et encore (et peut-être davantage) d'actualité ; c'est bien pourquoi chacun doit s'engager : l'APHG est encore consultée ; si le « renoncement désabusé » (F. Collard), la « radicalisation » (F. Collard) ou « l'individualisme utilitaire » (F. Collard) gagnent, qu'en sera-t-il ? Il sera trop tard pour réagir !

C'est le président qui assume les actions de la régionale et s'il est responsable, c'est lui qui devrait prendre les décisions ; comme il faut des idées nouvelles, un autre président pour notre régionale est nécessaire. Après plus de 23 ans de participation dans le bureau, secrétaire depuis le siècle dernier (!), puis président, il est temps d'arrêter pour ne pas « nuire » à la régionale (comme il m'a été signifié) ; des attitudes et remarques peu amènes m'ont conforté dans cette décision ; je suis sûr que d'autres personnes vont poursuivre et mieux faire.

Didier Doix

Journée "Histoire" du 10 avril 2019

L'HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE

Un enjeu pour nos enseignements

Cette journée de formation, organisée par Stéphane Gacon en partenariat entre le Département d'Histoire de l'Université de Bourgogne et l'APHG Bourgogne, a eu lieu le mercredi 10 avril à la Maison des Sciences de l'Homme, sur le campus de Dijon.

LA GÉOHISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT : GÉOHISTOIRE DES ESPACES FORESTIERS par Corinne BECK (ARSCAN, Nanterre)

Corinne Beck, médiéviste, spécialiste du monde rural, rappelle tout d'abord ses préoccupations d'enseignante, s'adressant notamment à des étudiants-chercheurs, mais aussi à ceux qui présentent les concours.

3 parties dans son exposé :

1. Comment s'est développée cette recherche environnementale chez les médiévistes
2. Un renouvellement épistémologique marqué
3. Sources et outils pour aborder l'histoire environnementale

Comment s'est développée la recherche environnementale chez les médiévistes

L'historien ne travaille pas hors sol : la multiplicité des termes en témoigne (géographie historique, éco-histoire ; paléo-environnement ; géohistoire...), ce qui a remis nettement en cause la démarche consistant à faire du "développement" une affaire de "géographe". Né après 68, dans le contexte nord-américain, côte ouest, cette tendance s'est institutionnalisée dans les années 80 ; il s'agit désormais de relire le passé avec ce nouveau regard. La France, qui s'était fait une spécificité d'une histoire s'organisant autour des milieux, faisait un peu de résistance à ce sujet. Dans les années 90, l'évolution se fait plutôt dans le cadre européen, dans le sillage du RUCHE (Réseau Universitaire de Chercheurs

en Histoire Environnementale), 2008.

Cette préoccupation des médiévistes se retrouve tout naturellement chez les modernistes. C'est donc dans Les années 70 et 80 que la question environnementale s'impose dans ces domaines. Il s'agit désormais d'interroger les « grands événements » avec cette nouvelle dimension.

L'histoire environnementale est loin d'être uniforme ; la variété des approches est grande. Elle tient beaucoup à l'origine des chercheurs, à l'appartenance à leur domaine de recherche.

2 types de facteurs entrent en jeu :

- les facteurs internes : renouvellement des méthodologies et questionnements de l'archéologie. Rappeler notamment la loi de 2001, dite "d'archéologie préventive" qui impose à tous les aménageurs (grands travaux) de ne rien entreprendre avant toute recherche archéologique.
- la politique scientifique du CNRS, qui met en place de nouveaux programmes interdisciplinaires pour l'étude des sociétés.

Mme Beck présente une bibliographie importante, et prend notamment appui sur la thèse de Bernard DAVASSE (1998), *La forêt du charbonnier et les forêts des paysans dans l'espace des Pyrénées de l'est, du Moyen Âge à nos jours*. C'est une étude d'écologie historique,

avec des aspects biogéographiques, éco-historiques, anthracologiques (poussière de charbon) ; contribution à une histoire de l'environnement, qui montre bien que la forêt est un patrimoine naturel construit depuis toujours.

La forêt n'est pas un monde à part, mais fait partie intégrante du monde rural agricole, les différents acteurs se partageant l'espace ; ainsi le pâturage des porcs dans ces forêts de chênes et de hêtres ("arbres porte-fruits").

On notera également que le souci de la préservation est déjà décelable au Moyen Âge, chez les propriétaires particulièrement. La notion d'« d'entretien » en est une des traductions (« jardinage » et « curetage » en forêt).

Un renouvellement épistémologique significatif

Remise en cause de l'invariant anthropologique « nature/culture ».

La carte des disciplines est réinterrogée et nécessite obligatoirement une interdisciplinarité.

Il faut articuler l'espace et le temps. On doit construire désormais d'autres temporalités que les chronologies académiques.

Abandon du récit linéaire pour poser la question de la dynamique. D'où l'importance de la notion d'héritage, tandis qu'on abandonne l'idée de la fixité des situations. Il n'existe pas de sociétés immobiles ; leur évolution est donc constante. Et toutes ont connu des difficultés environnementales, plus ou moins prises en compte (exemple : transformation des forêts lors de l'introduction des hauts fourneaux au 18^e s.).

Sources et outils pour aborder l'histoire environnementale des espaces forestiers

Toutes les sources sont utilisables ; 3 grandes catégories.

- les sources textuelles, que nous utilisons depuis toujours (comptabilités communales, relevés, arrêtés...), souvent liées à des enregistrements de dégradations, à l'établissement de peines et sanctions ; classiques, mais qu'il convient de relire avec un nouveau regard, même si bien évidemment aucune n'a de projet environnemental, au sens actuel.

- les sources cartographiques.

- les outils d'imagerie : photographie aérienne et "dalles" obtenues par LIDAR (laser et radar aéroportés, à basse et moyenne altitude) ; télédétection capable d'analyser des prises de vue traversant le couvert végétal. On en tire des traces visibles et invisibles. Sol et sous-sol deviennent pleinement témoins du passé ; on parle de sédimentologie (ex. des débris végétaux témoignant du milieu – écorce ou jonc ; ou des bousiers, des animaux qui pâturaient).

En conclusion :

- De nouveaux savoirs.

- On peut désormais sortir des espaces monofonctionnels

- Interrogation sur nos façons d'enseigner, puisque de plus en plus, cette « géohistoire » environnementale se pratique sur le terrain.

Prise de notes : Marie-Jo Ferrand

VILLES, POLLUTION ET ENVIRONNEMENT AU XVIII^e s. :

LES CAS DE PARIS ET DE LONDRES

par Thomas LE ROUX (EHES-*CRH*, Paris)

Le XVIII^e s. est bien plus soucieux d'environnement urbain qu'on ne l'a imaginé, même si les pollutions (ex. teintureries) sont surtout organiques et de plutôt faible intensité.

En France, un ordre fondé sur la justice

Le principe de droit romain *Si servitus vindicetur* conduit à une jurisprudence selon laquelle, même sur son propre terrain, on ne doit pas nuire à autrui. En vertu de la théorie du « miasme » (médecine néo-hippocratique), on ne doit rien verser dans les eaux courantes (sorte de "principe de précaution"). Les pollutions urbaines sont des délits, qui font l'objet d'une dure répression (prison), et la prévention existe (enquêtes *de commodo et incommodo*, pour les abattoirs et les fonderies de suif par ex.). Le lieutenant général de police, qui a rang de ministre, visite les locaux et fait élaborer des plans des installations.

L'éloignement des pollutions

Les activités urbaines les plus polluantes sont rejetées à l'extérieur : la grande triperie de Paris est déplacée en 1760 du faubourg Saint-Germain à l'île des Cygnes, en aval. Mais ces transferts sont rendus de plus en plus difficiles par l'étalement urbain ; il faudra attendre le chemin de fer pour les éloigner davantage.

En Angleterre, réparation plutôt que prévention

L'État joue un rôle moindre : enchevêtrement d'institutions locales aux compétences diverses (ex. "Assises de nuisance"). Depuis le *Great Fire* de 1666 (parti d'un four de boulanger), l'incendie est vu comme le risque majeur. Mais l'assurance l'emporte sur les règlements. En 1748, on cartographie les risques de feu : les taux déterminent les montants des primes d'assurance ; la gestion des risques contribue aux mouvements de capitaux. Du principe de

réparation naît le succès de l'assureur Phenix.

Les mutations de la fin du XVIIIème s.

Le développement de l'industrie des acides est une condition de l'essor du textile et des métaux. Les usines chimiques, très rentables, s'implantent au-delà des faubourgs (au nord de Saint-Denis). La réglementation régaliennne y est sévèrement appliquée, conformément aux traditions ; mais après 1774 (date d'un rapport de l'Académie de médecine), on entre dans une "démarche scientifique, fondée sur l'expérience et l'observation, qui relativise la nocivité des

produits chimiques". L'impératif économique s'affirme : il faut supporter les pollutions, quitte à sacrifier certains quartiers ; l'interdiction de brûler en ville du charbon de terre est levée quand apparaît la machine à vapeur, technologie innovante.

Ainsi, au début du XVIIIe s., prévaut une conscience aiguë des problèmes de pollution, expliquant une vigilance extrême des autorités ; mais, inspirée par l'Angleterre, une forme de libéralisme prend le dessus en fin de siècle.

prise de notes : Gérard Déclas

LA QUESTION ÉCOLOGIQUE EN URSS **par Laurent COUMEL (Cercec-EHESS, Paris)**

En introduction à son exposé, Laurent Coumel souligne le fait que dans la Russie actuelle, on ne nie pas les questions environnementales dans les débats et que les questions écologiques sont très présentes dans les campagnes électorales. Puis il énonce trois problématiques majeures relatives à la question écologique en URSS :

Quelles sont les causes de la destruction de l'environnement au XX^e siècle ?

Quelle a été l'efficacité des politiques centrales en URSS ? Peut-on parler de planification écologique ?

Quelles ont été les mobilisations écologiques en URSS, avec quel impact et quelle réflexivité ?

Dans un premier temps, L. Coumel évoque les causes et controverses de la destruction de la nature en URSS :

Jusqu'à sa mort en 1953, Staline pratique une politique d'industrialisation à outrance qui sert la gloire du régime (cf. affiches de propagande mettant en scène Staline entouré d'ouvriers sur fond de fumées d'usines). À cette époque, en Occident, on évoque le désastre environnemental en utilisant le terme d'"écocide", concernant la situation en URSS, tandis qu'à l'intérieur du pays, on remarque la rareté des publications sur ce sujet.

Le verrouillage de la presse et l'accès aux sources fermé à partir de 1960 ne facilitent pas la tâche des chercheurs mais il semble que la dégradation de l'environnement soit bien plus grave en URSS qu'en Occident à cette époque.

Les principaux faits connus étant bien sûr la catastrophe de Tchernobyl en 1986 (5 000 morts "officiels"... mais combien en réalité ?), et la destruction de la mer d'Aral. Mais il faut aussi mentionner l'érosion et la salinisation des sols par irrigation mal contrôlée en Russie méridionale et au Kazakhstan, la pollution de l'air dans les régions industrielles, des sols dans les régions agricoles (usage massif de

pesticides), de l'eau, ainsi que de nombreuses contaminations radioactives (il y aurait eu une centaine d'explosions nucléaires civiles...).

Les causes de ce désastre environnemental, selon L. Coumel, sont à chercher :

- dans le productivisme voulu par Staline (et non dans le marxisme, jamais vraiment appliqué en URSS) qui se traduit par une fuite en avant dans l'extraction et l'exploitation des richesses.
- dans la volonté d'assimiler et dompter la nature : c'est le "haut modernisme" voulu par Staline : « la sécheresse, nous allons aussi la vaincre... », disait-il au sujet de l'aridité des steppes d'Asie centrale.

L. Coumel évoque ensuite rapidement les politiques environnementales mises en œuvre en URSS. Il souligne le paradoxe existant entre la fuite en avant dans le productivisme et la mise en place de formes d'environnementalisme :

- évocation des limites du développement, dès 1924, par des scientifiques participant au projet stalinien
- maintien de la politique d'espaces protégés (malgré un certain recul entre 1930 et 1960)
- mesures spécifiques concernant les Hauts de la Volga, avec en 1962 un décret pour la construction d'une usine d'épuration pour la tannerie d'Ostachkov.

Dans une dernière partie, L. Coumel évoque les 30 années de mouvement écologique à la fin de la période soviétique, des années 60 à 1991 :

- de 1958 à 1966, on assiste au développement d'un courant environnementaliste à la suite de ce qu'on a appelé la controverse du lac Baïkal : les pollutions liées à l'implantation d'une usine de cellulose sur les rives de la "perle de la Sibérie" suscitent l'émergence d'un "mouvement vert" en URSS ; mais l'usine n'a fermé qu'en 2013 !
- dès les années 60, le pouvoir soviétique envisage de détourner les eaux de deux fleuves de

Sibérie, l'Ob et l'Irtych, pour compenser l'épuisement de l'alimentation en eau de la mer d'Aral ; mais ce projet rencontre l'opposition de l'intelligentsia soviétique (projet repris actuellement).

- pendant cette période, l'environnementalisme soviétique et russe semble avoir été un moyen de s'opposer aux grands projets.

En conclusion, L. Coumel montre que d'une manière générale, à l'époque soviétique, les politiques environnementales n'ont pas été suivies d'effet et que, seules, quelques mobilisations ont pu infléchir le pouvoir. Aujourd'hui, il semble que la grande chance de la Russie soit sa désindustrialisation.

prise de notes : Françoise Bouard

LES MONDES DU TRAVAIL ET L'ENVIRONNEMENT, DE 1944 AUX DÉCENNIES DE DÉSINDUSTRIALISATION

par Renaud BECOT (LAHRHA, Lyon)

La prétendue "dichotomie éternelle" entre monde du travail et environnement (cf. l'opposition entre "fin du mois" et "fin du monde") n'est qu'un lieu commun. En fait, le travail a été le premier facteur de savoir sur l'environnement.

Les impensés environnementaux du compromis fordiste

Les nationalisations de 1945 ont certes permis une redistribution des richesses, mais au détriment de l'environnement. L'INSEE est créé en 1946. À Génissiat, le cégétiste Marcel Paul, ministre de la Production Industrielle, exalte la nécessité d'une progression géométrique de la production d'électricité. Pour lui, EDF, service public, prolonge le principe républicain d'égalité. Il fustige aussi dans une brochure le "combat contre la nation" des montagnards de Tignes opposés à la construction d'un barrage...

L'action syndicale contre la fermeture des mines à ciel ouvert de Decazeville en 1961 (plan Jeanneney) met en évidence, en plus des luttes pour l'emploi, le "productivisme" d'une CGT qui célèbre le progrès technique et tend à en occulter les impacts. Mais, dès cette époque, la CFTC, elle, préconise une « politique coordonnée de l'énergie », réponse sociale à la transition énergétique ; elle s'engagera dès 1974 dans la critique du nucléaire.

L'environnementalisme ouvrier des années 68

La sensibilité ouvrière à l'environnement s'accroît, suite à plusieurs accidents ; la pétrochimie est particulièrement concernée peu après la guerre d'Algérie (Feyzin 1966).

Toute une génération de syndicalistes s'implique dans les questions de santé au travail (Comités d'Hygiène et de Sécurité, loi de 1973 sur les accidents du travail). L'indemnisation monétaire (loi de 1919) ne suffit plus : la prévention est à l'ordre du jour. Les O.S. sont en 1^{ère} ligne (ex. saturnisme chez

Peñarroya). Des médecins s'impliquent dans les conflits sociaux. La CFDT questionne l'utilité sociale de la croissance économique.

L'héritage écologique de l'industrialisation

La place donnée à l'environnement dans l'histoire de l'industrialisation varie selon les pays.

L'historiographie a d'abord été surtout américaine : Richard WHITE s'est interrogé sur Travail et Nature, Thomas G. ANDREWS a étudié le massacre de mineurs de charbon luttant pour leur santé dans le Colorado en 1914). La Portugaise Stefania BERCA aborde la question de "l'écologie de la classe ouvrière" sous un angle transnational.

En France, le sujet est longtemps resté marginal. Nicolas HATZFELD s'est intéressé à la reconnaissance des troubles musculo-squelettiques ; Marion FONTAINE évoque à propos de la silicose une "patience sociale des mineurs" qu'elle lie à une indemnisation élevée ; Vincent BORREL a étudié la fermeture de Ferodo-Valéo (plaquettes de freins) de Condé-sur-Noireau dans le contexte de la crise de l'amiante ; Pascal MARICHALAR les conflits sanitaires impliquant les verriers de Givors APRÈS la fermeture de leur usine dans les années 2000 ; Xavier DAUMALIN et Isabelle LAFFONT-SCHWOB les calanques industrielles de Marseille, où s'interpénètrent préservation de la biodiversité et fortes pollutions.

L'environnementalisme ne se définit donc pas seulement par des décideurs ; il existe un environnementalisme populaire, ouvrier... Nous pouvons intégrer ces questions à nos enseignements. Les sources ne manquent pas et on peut tirer profit de la proximité d'espaces industriels et de la mémoire des acteurs.

Une approche pluridisciplinaire est possible, avec les biologistes par exemple.

prise de notes : Gérard Déclas

Les comptes rendus des conférences de Vincent BALLAND (*l'évolution des forêts du Morvan depuis le Moyen Âge*) et de François JARRIGE (*la question des fumées au XIX^e siècle*) seront publiés plus tard.

Des enregistrements audio de la plupart de ces conférences sont disponibles sur le site du Centre Georges Chevrier (Maison des Sciences de l'Homme, Université de Bourgogne) :

http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/18_19/19_04_10.html (avec Adobe Flash Player).

Compte rendu de conférence : Les Hitlerjugend - Jeunesses hitlériennes

Une jeunesse embrigadée, une jeunesse complice, une jeunesse victime

par Jean SOLCHANY, professeur d'Histoire Contemporaine à l'IEP de Lyon

**présentée le 5 décembre 2018 au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon,
dans le cadre de l'exposition GÉNÉRATION 40**

Des millions de jeunes Allemands de 10 à 18 ans ont été embrigadés dans le mouvement des Jeunesses hitlériennes. La jeunesse était un thème central de propagande nazie face à une classe politique jugée sclérosée. En 1932, Hitler a 43 ans, Goebbels 35 ans et le chef des Hitlerjugend — Baldur von Schirach — 25 ans. « Faites de la place les vieux ! » est un slogan de l'organisation. Il est vrai que le Maréchal Président Hindenburg a déjà 85 ans !

Le film de Leni Riefenstahl *Le triomphe de la volonté* (1935) met en scène une jeunesse enthousiaste, subjuguée, unie dans le gigantesque stade de Nuremberg. Mais qu'en est-il ?

Les nazis ne veulent ni classe ni caste mais une « communauté du peuple » dont la jeunesse est le fer de lance et doit se préparer à tous les sacrifices pour la nation allemande.

Certes, l'adhésion est forte, mais jusqu'à quel point ? Car les inégalités subsistent et sont exclus de cette communauté les Juifs, les opposants politiques, les homosexuels, les handicapés... qui subissent la violence du régime. Violence exercée par les chefs et les organes d'État mais activement relayée par une part importante de la population, y compris jeune. C'est une dictature participative.

On peut néanmoins différencier ceux qui sont totalement fascinés de ceux dont l'adhésion est moins enthousiaste, enthousiasme qui va décliner dès la fin des années 30 et surtout pendant la guerre, qui impose sacrifices, privations et militarisation.

Comment les Hitlerjugend sont-elles organisées ? Ce n'est pas un mouvement de jeunesse, mais un embrigadement d'État dans une organisation très centralisée qui distingue les jeunes garçons de 10 à 14 ans et les adolescents de 14 à 18 ans. Idem pour les filles dont la cheftaine est Jutta Rüdiger, psychologue née en 1910.

L'organisation comptait 3,5 millions de membres en 1934 et 7,7 millions en 1939. L'adhésion ne fut obligatoire qu'à partir de 1939, mais la tradition allemande d'une vie sociale active a favorisé une adhésion spontanée, d'autant plus qu'elle ne manquait pas d'attraits : activités techniques valorisantes pour les garçons, ascension sociale et émancipation de la famille et de l'Église pour les

filles. On pouvait y faire carrière (750 000 chefs et 8 000 permanents). Le rôle des Jeunesses hitlériennes était valorisé dans la société.

Les jeunes recevaient une formation politique féroce antisémite et ont participé activement aux attaques de commerçants juifs et aux autodafés. Les jeunes nazis étaient majoritaires parmi les étudiants dès 1931. Des milliers de soldats des jeunes hitlériennes ont participé aux massacres sur les différents fronts.

Néanmoins, il faut rappeler que toute autre organisation de jeunesse avait été interdite et que la propagande en faveur de l'adhésion était intense, tant à l'école que dans les familles. Les jeunes de 10 à 14 ans étant scolarisés, ils étaient tous adhérents. Parmi les 14/18 ans, 70 % des garçons et 66 % des filles étaient adhérents. Ce sont des estimations car il n'y avait pas de fichier centralisé.

On estime à 20/30 % les plus convaincus qu'on retrouve dans l'encadrement. Une infime minorité est en désaccord et le gros des troupes suit le mouvement. L'enthousiasme des premières années a laissé place à des désillusions et à des « dérives » : des bandes de jeunes délinquants de milieu populaire, hostiles à toute forme d'embrigadement, sévissent dans les villes. Dans les milieux aisés, c'est le mouvement « swing » anticonformiste, fasciné par Hollywood, qui se manifeste.

À tel point que le régime a dû ouvrir deux camps de concentration — un pour les garçons et un pour les filles — pour « redresser » les récalcitrants qui s'opposaient aux activités forcées et aux corvées communautaires, notamment dans le cadre de la préparation à la guerre et pendant la guerre elle-même. Les jeunes devaient participer au service allemand du travail pendant 6 mois et les garçons ont été enrôlés de plus en plus jeunes dans le service actif. Ceux qui n'étaient pas enrôlés participaient à la défense passive ou anti-aérienne, subissant aussi de lourdes pertes. On estime que 40 % de la génération masculine des années 20 sont morts pendant la guerre. On peut parler d'une jeunesse sacrifiée. Mais il reste difficile de savoir — faute de témoignages en nombre — ce que pensaient ces millions de jeunes entre fanatisme et contrainte.

Prise de notes : Micheline Cinquin

IMPRESSIONS SUR LE VOYAGE EN GRÈCE

du 17 au 25 avril 2019

Athènes, ville décevante, mais...

J'avais en mémoire une ville agréable dans la douceur printanière, mais c'était il y a vingt et un ans !

Après avoir admiré et arpenté le récent (2017) centre culturel conçu par Renzo Piano, l'orage a contraint Claude à modifier le plan de visite et c'est donc le lendemain, jour de gratuité, que je suis montée à l'Acropole. Serrés les uns contre les autres, marchant lentement et bruyamment, la foule a investi la colline sacrée et, cette fois, il était bien difficile d'apprécier ce haut lieu historique. De ce promontoire je pouvais voir l'expansion urbaine, les immeubles s'étalant dans la cuvette, gravissant les collines et comprendre ainsi l'expression « Tsimentoupoli », ou « la ville ciment » (*guide vert Michelin 2019*).

Le développement urbain et les difficultés économiques expliquent les problèmes de circulation (à noter la libre interprétation du code de la route), les dégradations, les trottoirs défoncés, les graffitis sur les murs de la ville ancienne (et ce n'est pas du « street art » ou très rarement) et la délinquance dont j'ai été victime (pickpocket) ainsi qu'une autre

personne du groupe. Et c'est donc sans regret que j'ai quitté Athènes dans la fraîcheur.

Avec une certaine appréhension, je suis arrivée à Delphes mais le ravissement a été le même qu'il y a vingt et un ans ; avec beaucoup de plaisir, j'ai à nouveau gravi les pentes du sanctuaire d'Apollon, admiré le site et l'Aurige, apprécié la tholos de Gaïa et plongé les mains dans la fontaine de Castalie.

Mais la plus belle découverte de ce voyage a été Thessalonique ; selon *le guide vert Michelin 2019*, la capitale de la Macédoine est méconnue (moins de 1% des touristes francophones venant en Grèce y passent) : quel dommage ! la richesse patrimoniale de la ville mérite que l'on s'y attarde et nous avons manqué de temps ; le choix entre le musée archéologique et le musée de la culture byzantine a été cornélien ! et c'est donc avec regret que j'ai quitté Thessalonique et les quarante parapluies de la sculpture aérienne de Georges Zongolopoulos (1903-2004) située en bordure de mer.

Angèle Doix

Impressions de Grèce 2019

Depuis les années 70, la Grèce a bien changé, et son entrée dans l'Union européenne, dont on espérait des effets bénéfiques, y est incontestablement pour quelque chose. Certes, on voit encore quelques images des années soixante-dix, mais on peut maintenant circuler d'une ville à l'autre sur des autoroutes et, signe de modernité, les crêtes des montagnes offrent çà et là au regard des batteries d'éoliennes, comme dans tous les pays européens, et de petits champs de panneaux voltaïques ont poussé çà et là dans les plaines cultivées. Grâce aux Jeux Olympiques de l'été 2004, Athènes a un nouvel aéroport et deux lignes de métro supplémentaires.

Cependant, nul n'ignore que la crise qui a frappé durement le pays depuis une dizaine d'années a eu, entre autres conséquences, la privatisation des ports, des aéroports, des autoroutes, de l'énergie..., des restrictions budgétaires drastiques dans le domaine de la culture, l'abandon des sites olympiques, l'accroissement du chômage, et surtout entraîné la paupérisation d'un grand nombre de citoyens grecs. Toutefois, le touriste qui ne

fait que passer et n'a pas de contact véritable avec la population n'a pas ou que très peu la perception de ces tristes effets.

Le Péloponnèse ne fait pas partie de la visite qui débute par la capitale. De la terrasse du bâtiment de la fondation Niarkos, œuvre de l'architecte Renzo Piano, qui abrite l'Opéra national, la Bibliothèque nationale et un jardin méditerranéen, on a une vue sur toute la ville d'Athènes. Les maisons et les petits immeubles d'une blancheur immaculée sous le soleil, d'où émergent l'Acropole et le Mont Lycabette, s'étalent à perte de vue dans un désordre apparent et montent à l'assaut des collines. Image inchangée de la capitale grecque, l'Acropole accueille des foules toujours plus nombreuses. Il faut d'abord grimper, pour franchir les Propylées sous l'œil vigilant d'un Stentor dominant la foule impatiente et essayant de la canaliser à coups de sifflets, de grands moulinets des bras et d'ordres vociférés dans la langue de Shakespeare. Passé l'obstacle, le regard se partage entre le Parthénon toujours aussi impressionnant par la perfection de son architecture, malgré ses blessures et les

échafaudages permanents qui l'enveloppent, et l'Érechthéion si élégant et original par ses trois bâtiments accolés et ses cariatides. Si l'on oublie Le Pirée et ses activités portuaires, Athènes, malgré ses modernisations récentes, semble appartenir encore au passé.

Thessalonique présente une autre image. La ville haute dominée par la citadelle, avec ses petites rues tortueuses, étroites, en forte pente, parfois en escaliers, contraste avec la ville basse au plan hippodamien, aux larges avenues parallèles où les voitures se précipitent à grande vitesse. Sur la *passaggieta*, vaste espace goudronné en bordure de mer, les piétons et cyclistes le disputent aux trottinettes électriques récemment introduites, qui « tracent » sans bruit, emportant son ou ses passagers grisés par la vitesse.

A Metsovo en Épire, petite station de sports d'hiver à plus de mille mètres d'altitude, vidée de ses touristes d'hiver à cette saison, les maisons au toit de tuiles rouge vif font tache sur les flancs de la montagne verdoyante. On se sent plus dans un pays des Balkans qu'en Grèce. Tandis que Katerini, station balnéaire dans l'attente de ses touristes d'été et brève étape, ne pouvait nous offrir dans l'attente du dîner qu'une balade dans le vent sur la plage déserte devant une mer qui évoquait plus la Mer du Nord que la Méditerranée. Les rues du village de Litchoro, rapidement parcourues sous les parapluies, n'avaient rien à nous montrer, puisque l'Olympe bien caché derrière une épaisse couche de nuages gris ardoise a préféré garder son mystère.

La visite du site de Delphes dans le soleil déclinant d'une fin d'après-midi, en absence de la masse des touristes habituellement rencontrés, fut un moment privilégié. Avant d'atteindre le stade où jadis les athlètes s'affrontaient, la montée sur un agréable sentier offre des étapes, d'abord le temple d'Apollon, évocation de la Pythie en transe mystique sur son trépied, puis le théâtre qui rappelle que les jeux en l'honneur du dieu n'étaient pas que des jeux sportifs. La récompense est au terme de la promenade. Il faut prendre le temps d'admirer ces paysages uniques, d'une grande beauté, d'un côté une vallée profonde entre les montagnes, de l'autre la mer d'oliviers qui descend jusqu'à la Méditerranée. A Érétie en

Eubée, les vestiges antiques sont peu visibles dans la prairie de fleurs jaunes, parsemée de coquelicots pourpres.

Les monastères byzantins des Météores bâtis sur des rocs aux parois abruptes dominant la plaine de Kalambaka. Il y a longtemps que l'on n'y accède plus enfermé dans un filet et hissé au bout d'une corde, mais par des marches et, pour l'un d'entre eux, par un agréable sentier en sous-bois. Les dames sont tenues de s'entourer la taille d'une jupe longue en tissus aux motifs variés. Les murs, à l'intérieur de chacune des églises, sont ornés de fresques peintes entre le quatorzième et le seizième siècle représentant comme à Osios Loukas, la « dormition » de la Vierge et des scènes bibliques, tandis que sous la coupole trône un Christ olympien.

Pour flâner le dimanche matin dans les rues du charmant village du Pélion et découvrir de la terrasse sous les platanes centenaires, la ville de Vólos à nos pieds, il a fallu la veille monter en roulant les valises sur une rue en forte pente afin d'atteindre l'hôtel inaccessible par le bus.

Impossible d'évoquer tous les chefs-d'œuvre qui font la richesse des musées, et qui ont été intelligemment mis en valeur pour s'offrir au regard des visiteurs. S'il fallait se souvenir seulement de quelques-uns, ce pourrait être l'Athéna pensive appuyée sur sa lance, bas-relief présent dans tous nos livres d'histoire, ou les élégantes statues cariatides du Musée de l'Acropole, l'Aurige au regard si vivant de Delphes, les mosaïques de Pella, les stèles funéraires de Thessalonique. A Vergina, le tumulus reconstitué abrite la tombe royale de Philippe de Macédoine et ses trésors. Les vitrines de tous ces musées sont peuplées de tanagras, statuettes en terre cuite d'un style réaliste, finement sculptées ou moulées, représentant d'élégantes patriciennes drapées dans leur vêtement, des éphèbes, des enfants et même des animaux.

On se souviendra également des spécialités grecques dégustées à Vólos en plein air au bord de la mer, des petits verres d'ouzo, et de la musique judicieusement choisie, écoutée dans le bus pour compenser la monotonie de l'autoroute.

Claude Pequinot

Vous pouvez voir des photos de ce voyage (et aussi en ajouter !) sur <https://joomeo.com/gerard.declas>

Une matinée d'hommage à notre ancien président Pierre Lévêque, L'HISTORIEN ET LA CITÉ,

organisée par le service des archives de la Ville de Dijon, aura lieu, en présence de sa famille, sous la présidence de François REBSAMEN,

le **samedi 29 juin** à partir de **9 h 15** Salle des États, **Palais des États de Bourgogne** à Dijon.

Tables rondes avec Jean BART, Jean-Marc BERLIÈRE, Jean-François CHANET,

Annie BLETON-RUGET, Pierre BODINEAU, Jacqueline LALOUETTE, Jean VIGREUX.

Renseignements, inscriptions au 03.80.74.53.82 ou à archives-municipales@ville-dijon.fr